

naires a examiné le jouet en question, notre ministère n'a aucun organisme pour approuver quelque produit que ce soit.

[Plus tard]

Mme MacInnis: Monsieur l'Orateur, comme les banquettes ministérielles ont maintenant eu leur préséance, puis-je poser une autre question au ministre de la Consommation et des Corporations? Si les faits sont avérés, le ministre prendra-t-il les dispositions voulues pour qu'on retire ce jouet dangereux du marché immédiatement, du moins avant qu'on ne l'achète pour Noël?

M. l'Orateur: L'honorable représentante présente des instances. Aussi, en toute justice pour les occupants des banquettes avant et centrales, je dois déclarer la question irrecevable.

Mme MacInnis: A 10 heures, monsieur l'Orateur.

LA HAUSSE DU NICKEL—LE DÉLAI AUX CLIENTS CANADIENS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): J'aimerais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations au sujet de la hausse du nickel. A-t-il demandé aux compagnies de nickel de remettre à plus tard toute hausse du nickel vendu aux clients canadiens, demande qui semblerait tout à fait raisonnable puisque 4 p. 100 seulement de la production de ces compagnies sont vendus au Canada?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Non, monsieur l'Orateur. La question devrait plutôt s'adresser, je pense, au ministre de l'Industrie et du Commerce; j'ajoute néanmoins qu'une telle demande aboutirait à un régime compliqué de deux prix et comporterait sans doute des désavantages.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser. Pourquoi le ministre estime-t-il pouvoir demander aux sociétés pétrolières de ne pas augmenter leurs prix, tout en estimant ne pas pouvoir le faire dans le cas de l'augmentation de 25 p. 100 du prix d'un produit pour les clients canadiens, ce qui serait d'autant plus facile à faire que pareille augmentation de prix semble compromettre tout effort en vue d'établir un programme d'austérité.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question est de caractère litigieux.

[L'hon. M. Basford.]

LES FINANCES

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE CONSENTIR UN PRÊT AU QUÉBEC

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné que le premier ministre Bertrand de la province de Québec s'est vu refuser hier, à New York, un emprunt de 60 millions de dollars, à un intérêt de 9.65 p. 100, et, étant donné l'urgence de la situation, le très honorable premier ministre consentirait-il à faire un prêt au gouvernement du Québec aux mêmes conditions qui sont faites aux pays étrangers?

LES COALITIONS

L'ACQUISITION DE CERTAINES INSTALLATIONS D'AIR CANADA

[Traduction]

M. William Skoreyko (Edmonton-Est): Je voudrais poser ma question au ministre de la Consommation et des Corporations. La Commission des pratiques restrictives du commerce est-elle en train d'examiner l'acquisition récente par la CAE Industries and Northwest Industries d'Edmonton des installations d'Air Canada à Winnipeg pour déterminer si cet achat nuit à la concurrence aux termes du sixième Exposé du Conseil économique du Canada?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Le ministre chargé d'appliquer la loi relative aux enquêtes sur les coalitions observe la politique établie par l'ancien ministre de la Justice, de Kamloops, selon laquelle le ministre ne doit pas révéler quelles enquêtes sont en cours aux termes de l'article 28 de la loi des enquêtes sur les coalitions tant qu'elles ne sont pas portées devant le tribunal ou consignées dans le rapport annuel.

M. Skoreyko: Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Étant donné cette fusion, le ministère cherche-t-il des emplois pour les 325 hommes licenciés dans cette industrie, en vue surtout de venir en aide à ceux qui veulent aller s'installer ailleurs?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Oui, monsieur l'Orateur.

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. P. M. Mahoney (Calgary-Sud): J'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. N'estime-t-il pas que les imminentes majorations de traitements